

DOSSIER : n° DP 094 046 26 00009

Déposé le : 21/01/2026

Dépôt affiché le : 02/02/2026

Complété le : 21/01/2026

Demandeur : SAS GOUIDER

Nature des travaux : ravalement

Sur un terrain sis : 52 Avenue du Général de Gaulle

Référence(s) cadastrale(s) : B 247

DÉCISION
de non-opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de Maisons-Alfort

Transmis à la Préfecture
pour contrôle de légalité
Le : 13 FEV. 2026

Le Maire de la commune de Maisons-Alfort,

VU la déclaration préalable présentée le 21/01/2026 par SAS GOUIDER,

VU l'objet de la déclaration :

- pour un projet de : ravalement,
- sur un terrain situé : 52 Avenue du Général de Gaulle,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Code du Patrimoine, notamment ses articles L.621-32 et L.632-2,

VU le Plan de Prévention du Risque Inondation approuvé par arrêté préfectoral le 12/11/2007 et modifié le 07/12/2023,

VU le Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé le 12/12/2023 et modifié en date du 06/05/2025,

VU la construction patrimoniale référencée au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme,

VU l'arrêté municipal portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Olivier CAPITANIO, 1^{er} Maire-Adjoint, en date du 09/07/2021,

VU la consultation de la Voirie Communale en date du 02/02/2026,

VU l'avis Favorable avec réserve de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 06/02/2026,

VU l'avis Favorable du service de la Voirie Départementale en date du 03/02/2026,

ARRÊTE

Article 1 :

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable susvisée sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2 :

Les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France dans son avis du 06/02/2026 devront être respectées, à savoir : « **Les faces avant des lucarnes ne seront pas habillées en zinc et seront simplement restaurées à l'identique pour ne pas dénaturer la composition de cet immeuble ancien. Le micromortier risque d'empâter les modénatures relativement fines de l'immeuble. On privilégiera donc un badigeon de chaux ou une peinture minérale en finition. Il est entendu que l'ensemble des modénatures sera conservé et restauré à l'identique, avec un mortier compatible à l'existant. Les peintures des menuiseries et des ouvrages métalliques seront mates ou satinées.** ».

Les prescriptions émises par la Direction de la Voirie et des Mobilités du Département du Val-de-Marne dans son avis du 03/02/2026 devront être respectées, à savoir : **les travaux portant sur le domaine public départemental, la pose d'une palissade ou d'un échafaudage (ou tout autre occupation du domaine public) une demande particulière devra être sollicitée auprès des services de la Voirie Départementale.**

Toute détérioration du domaine public en cours du chantier impliquera une réparation aux frais du pétitionnaire.

L'attention du demandeur est portée sur l'obtention de l'autorisation de la copropriété.

Le ravalement des pignons en limites de propriété sera traité en harmonie avec les autres façades. Il convient de protéger la faune et la flore sur l'emprise du chantier et ses abords notamment les lieux de nidifications des oiseaux ou des espèces protégées (notamment chauve-souris, hirondelles de fenêtre, chouettes effraies) ainsi que les troncs, racines, et branches d'arbres (arrêté ministériel en date du 29/10/2009 et article L.411-1 du Code de l'Environnement).

Toute nouvelle modification de l'aspect extérieur des bâtiments, toute création de surface de plancher, toute modification dans l'aménagement des combles ou des sous-sols tout changement dans l'affectation des locaux devront, au préalable, faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Service Urbanisme.

Maisons-Alfort, le 13/02/2026

Pour le Maire,

Le Maire-Adjoint,



Olivier CAPITANIO

MIS EN LIGNE LE 13.02.2026

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

Un extrait du présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie, dans les huit jours de sa notification et pendant une durée de deux mois.

Commencement des travaux et affichage :

Vous pourrez commencer les travaux après avoir :

- affiché sur le terrain le présent courrier ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Durée de validité de l'autorisation : Conformément à l'article R.424-17 du Code de l'Urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de l'autorisation est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

L'autorisation est délivrée sous réserve :

- du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.
- du recours administratif : dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du Code des Assurances.

Délais et voies de recours contre la présente lettre : le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente lettre dans le mois qui suit la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le Tribunal Administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.